



HAL
open science

Les surprises de l'élection présidentielle de 2017

Pierre Bréchon

► **To cite this version:**

| Pierre Bréchon. Les surprises de l'élection présidentielle de 2017. 2017, 8 p. <halshs-01511253>

HAL Id: halshs-01511253

<https://shs.hal.science/halshs-01511253v1>

Submitted on 20 Apr 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Pierre Bréchon

professeur émérite de science politique, Sciences po Grenoble, PACTE/CNRS/UGA

Les surprises de l'élection présidentielle de 2017

Presque toutes les élections présidentielles ont enregistré des surprises importantes :

1965 : le général de Gaulle est mis en ballottage au premier tour, alors que les observateurs attendaient sa réélection dès le premier.

1969 : élection anticipée, due à la démission du général de Gaulle après un référendum raté. Si Georges Pompidou, héritier du gaullisme, est facilement élu, le PS connaît une chute vertigineuse : son candidat, Gaston Defferre, ne recueille que 5 % de suffrages exprimés, laminé entre Jacques Duclos, communiste truculent et Alain Poher, antigauilliste, centriste pro-européen. Cette conjoncture a des similitudes frappantes avec celle d'aujourd'hui. Mitterrand aurait bien voulu se présenter avec un programme de gauche mais Guy Mollet pensait que seul le candidat centriste, Alain Poher, pouvait gagner l'élection. Aujourd'hui, une bonne partie du PS a misé sur le centre gauche plutôt que sur la gauche du parti, pourtant sortie victorieuse des primaires citoyennes.

1974 : encore une élection anticipée, due au décès de Georges Pompidou. A droite, on assiste à un combat fratricide entre le gaulliste Jacques Chaban-Delmas et la droite libérale de Valéry Giscard d'Estaing, avec la trahison de Jacques Chirac à l'égard du candidat gaulliste. Chaban perd une bonne partie de ses intentions de vote. VGE est élu au second tour mais de justesse face à François Mitterrand, incarnation du programme commun de la gauche. On assiste donc à une « petite alternance » par rapport à une Ve République, jusque-là dominée par les gaullistes.

1981 : la nette victoire de Mitterrand est plutôt une surprise. La gauche était désunie, Mitterrand n'avait pas une très bonne image, à la différence de Michel Rocard. VGE semblait devoir être facilement réélu. Mais l'affaire des diamants de Bokassa a pu lui faire du tort. Politiquement, il est pilonné par Jacques Chirac, également candidat, qui ne le soutient que

très mollement au second tour. Georges Marchais, candidat du PCF, n'obtient que 15.3 % au premier tour, ce qui favorise le ralliement d'électeurs modérés, déçus de Giscard (le PCF n'apparaît plus dangereux à l'intérieur de la gauche, il est dominé).

1988 : Mitterrand est facilement réélu comme on s'y attendait, mais il y a quand même quelques surprises : Jean-Marie Le Pen qui incarne déjà un vote protestataire contre la classe politique, baptisée « la bande des quatre » (PCF, PS, UDF, RPR), obtient 14.4 % des suffrages exprimés.

1995 : alors qu'Edouard Balladur, Premier ministre, semble largement dominer son ami de 30 ans à quelques mois du scrutin et devoir être facilement élu, dans un contexte de désaveu de la gauche après deux septennats mitterrandien, celui-ci s'effrite en février et se trouve exclu du second tour, arrivant après Lionel Jospin (23.3 %) et Jacques Chirac (20.8 %). On peut penser qu'il gagne l'élection sur un diagnostic de gauche : la fracture sociale qui affecte la France.

2002 : le premier tour est un séisme, avec la qualification de Jean-Marie Le Pen pour le tour décisif et l'élimination du Premier ministre, Lionel Jospin, qui annonce son retrait de la vie politique. On enregistre alors une forte réaction républicaine et anti-lepéniste, un million et demi de personnes dans la rue le premier mai, Jacques Chirac est réélu avec un score presque soviétique (82.2 %).

2007 : première surprise, l'émergence de Ségolène Royal dans des primaires internes, candidate de l'opinion et des adhérents de base (qui doublent pour l'occasion) plus que des cadres partisans (elle obtient 61 % des suffrages). Deuxième surprise : l'émergence de François Bayrou (candidat centriste, critique de la gauche mais aussi de son allié de droite) à partir de février qui obtient 18.6 %, cependant largement devancé par Nicolas Sarkozy (31.2 %) et Ségolène Royal (25.9 %). Cette dynamique pourrait être comparée et rapprochée de celle d'Emmanuel Macron aujourd'hui.

2012 : un an avant l'élection, Dominique Strauss-Kahn, directeur général du FMI, qui était le candidat socialiste favori pour l'élection, doit se retirer, du fait de ses ennuis judiciaires. Fait nouveau : une élection primaire est à gauche ouverte aux sympathisants, ce qui est alors critiqué fortement à droite. C'est une première réussie, très médiatisée et mobilisatrice avec près de 3 millions de votants. François Hollande l'emporte largement sur la première secrétaire socialiste Martine Aubry. Ce qui dynamise sa campagne.

Donc, plus ou moins, des surprises à chaque élection, pour deux raisons :

- une élection présidentielle est une longue histoire, en plusieurs temps : la préparation de la candidature, son annonce, le processus de sélection par un parti (par le leader, les instances

dirigeantes, les adhérents, les sympathisants), la recherche des parrainages, la campagne elle-même. Il se passe beaucoup d'événements qui peuvent modifier le jeu politique et les enjeux de l'élection.

- l'élection présidentielle est l'élection phare du système politique depuis 1965. Elle enregistre des évolutions de l'opinion qui se sont lentement accumulées sur plusieurs années mais qui éclatent au grand jour dans ce contexte.

Venons-en à 2017 pour analyser en détail les surprises et nouveautés successives.

Les surprises de la campagne sont largement liées à ce qui s'est passé **pendant le quinquennat**.

- Une baisse de popularité très rapide de François Hollande, le sentiment s'installe que les réformes qu'il a annoncées pendant la campagne ne sont pas tenues. Ce désaveu est confirmé par les élections intermédiaires. Outre la baisse des socialistes, le FN y est en forte progression (17.9 % en 2012, 25 % environ aux européennes (juin 2014) et aux départementales (mars 2015), près de 28 % aux régionales (décembre 2015). Il est premier parti de France dans les urnes.

- Le désaveu de la classe politique dans l'opinion est croissant, alimenté par les affaires à droite et à gauche. A droite, affaire Bygmalion, officine de communication (fondée par des proches de Copé), qui surfacturait des prestations pour les Républicains pour masquer le dépassement des dépenses électorales en 2012. Nicolas Sarkozy est éclaboussé dans plusieurs affaires.

A gauche aussi, les médias sortent plusieurs affaires, 5 ministres ont démissionné depuis 2012 dont Jérôme Cahuzac (compte non déclaré à l'étranger, évasion fiscale et contrats avec industrie médicale) et le dernier en date, Bruno Le Roux (pour emploi de ses filles sur des contrats d'assistantes parlementaires).

- La division à l'UMP pour le contrôle du parti a été très forte : élection contestée de Jean-François Copé contre François Fillon fin 2012, démission de Copé après l'affaire Bygmalion en 2014, retour de Nicolas Sarkozy fin 2014 à la tête du parti, changement de nom et nouveaux statuts en 2015.

- La droite décide en 2013 d'organiser des primaires avant la présidentielle de 2017 (décision issue d'une négociation de sortie de crise entre Copé et Fillon). Alain Juppé fait longtemps la course en tête des sondages. Il semble être celui qui pourrait facilement battre Marine Le Pen au second tour. Les sondages en sa faveur dans les primaires étaient probablement surévalués.

Il est impossible de sélectionner un échantillon du corps électoral des primaires. Et il n'y a pas d'élection de référence pour redresser les résultats.

- La politique se fait à l'Élysée, le parti socialiste ne fait qu'entériner, militants et élus sont marginalisés. Manuel Valls devient premier ministre en 2014 alors qu'à la primaire socialiste de 2011, il n'avait obtenu que 5.6 % des suffrages. On assiste à partir de 2014 à la montée d'une fronde d'environ 40 députés socialistes contre certaines politiques jugées trop libérales (loi Macron, loi El Khomri) et contre la déchéance de nationalité pour les binationaux. Cette division interne et cette incapacité du parti à réguler ses différentes tendances étaient déjà très préoccupantes pour 2017.

- Le PS et François Hollande acceptent finalement l'organisation de primaires sous l'impulsion de la gauche du parti, qui voulait contraindre le président sortant à se soumettre au verdict des urnes citoyennes.

- Au printemps Emmanuel Macron, longtemps très proche de François Hollande, lance son mouvement « En Marche ! » pour peser dans la présidentielle. Fin août 2016 : après plusieurs mois de rumeurs sur son départ, le ministre de l'économie quitte le gouvernement et se lance ensuite comme candidat, en refusant de passer par la case des primaires de la gauche. Il est très rare qu'une personnalité sans parti arrive à émerger fortement et à s'imposer rapidement (peut-être Boulanger, Poujade). Or on semble être devant un phénomène de ce type.

- Novembre 2016 : Primaires de la droite et du centre, première surprise. Grand succès avec 4.4 millions de voix au second tour. Des débats télévisés très suivis. On attendait soit la sélection de N. Sarkozy, soit celle d'A. Juppé, or François Fillon remporte un grand succès (44.1 % au premier tour, 66.5 % au second) avec un programme de rupture avec l'Etat providence (réduction des dépenses de santé, réduction des emplois publics...), en faveur d'une droite libérale affirmée. Le résultat s'explique par un fort courant anti-Sarkozy (il a fait son temps) et anti-Juppé (il est âgé et trop centriste) et une attirance pour le programme de Fillon, qui incarne une droitisation de la droite.

- François Hollande, après beaucoup d'hésitations, plus ou moins lâché par une partie de ses proches, décide de ne pas se représenter à l'élection présidentielle, sachant qu'il a très peu de chances d'être réélu. Du coup, Manuel Valls démissionne en tant que premier ministre pour être candidat à la primaire et défendre son bilan.

- Janvier 2017 : les primaires de la gauche se déroulent sans Mélenchon, ni Macron, ce qui traduit leur distance avec le parti de gouvernement. Environ 2 millions de votants, ce qui est honorable. Large victoire de Benoît Hamon (36.5 % au premier tour, 58.7 % au second)

devant Manuel Valls. Donc la gauche socialiste l'emporte de manière inattendue. Ce qui traduit une certaine gauchisation de la gauche de gouvernement.

- Chaque primaire traduit donc une certaine extrémisation des partis de gouvernements mais aussi leurs fortes tensions internes pouvant déboucher sur des recompositions politiques à terme.

- Au-delà des surprises de cette élection, les primaires semblent désormais comme installées dans la politique française. Il sera difficile de ne pas continuer à utiliser ce système de désignation démocratique des principaux candidats, même si un certain nombre de militants craignent leurs résultats.

- Depuis 2012, il y a eu quelques modifications institutionnelles sur les parrainages de candidats, qui sont désormais tous publiés au fur et à mesure qu'ils sont reçus par le Conseil Constitutionnel. Et les maires, pour être moins sous la pression des candidats, doivent envoyer eux-mêmes leur soutien. Cela ne semble pas avoir beaucoup modifié la propension des maires à accorder des soutiens (de l'ordre d'un quart des personnes concernées), beaucoup estimant devoir rester en dehors du processus. Celui-ci me semble en effet fort discutable. Il est nécessaire d'avoir un processus de sélection pour ne pas dépasser huit à dix candidats¹. Mais pourquoi investir les maires de cette fonction ? C'est investir un corps électoral très rural et très décalé par rapport à la population française². Pour vérifier la représentativité des candidats, il faut changer la règle. On pourrait demander à la fois un soutien d'un certain nombre de parlementaires³ et un quota citoyen. Actuellement, le filtre fonctionne très mal, les quelques illustres inconnus obtiennent des scores dérisoires mais ont mobilisé une partie du temps de parole.

- 25 janvier 2017 : *Le Canard enchaîné* révèle que Pénélope Fillon a été assistante parlementaire de son mari avec des revenus très élevés, alors que tout le monde semblait ignorer cet emploi. Le candidat exemplaire, celui qui réclamait de la probité en politique, tombe de son piédestal aux yeux de beaucoup de Français. Après avoir capitalisé environ 30

¹ Au-delà l'organisation égalitaire des temps de parole devient très difficile. Et chaque candidat dispose de moins de temps pour exposer son programme.

² A chaque élection, cela aboutit à accepter la candidature de quelques personnes complètement inconnues, qui ne représentent aucun courant d'opinion important, mais ont suffisamment de soutiens fanatiques pour harceler tous les maires ruraux jusqu'à ce que certains cèdent.

³ Sachant qu'un président doit ensuite avoir une majorité parlementaire pour gouverner, s'assurer qu'il a au moins quelques soutiens parlementaires ne serait pas absurde, mais il faudrait introduire une dose de proportionnelle dans l'élection législative pour éviter une absence presque totale d'une tendance politique de l'assemblée, comme c'est actuellement le cas pour le Front national.

% des intentions de vote présidentielles pendant la primaire de la droite, il passe dès cette annonce médiatique d'environ 25 à 22 % des intentions de vote. Et va descendre ensuite progressivement à 17-18 %, ne conservant que son socle d'électeurs très convaincus par son programme et qui, du coup, refusent de donner de l'importance à ces révélations. Le cortège des révélations s'est poursuivi avec le contrat de *La Revue des deux mondes*, les contrats pour les enfants, les cadeaux luxueux... Le leader de la droite, qui semblait avoir l'élection gagnée en novembre à la fin des primaires, avec un électorat désireux d'alternance, semble aujourd'hui incapable de se qualifier pour le second tour. Au point que plusieurs scénarios de plans B ont été tentés par les leaders de la droite, sans succès : il y avait un accord possible pour « exfiltrer » Fillon, mais pas pour lui trouver un remplaçant !

- A gauche, le candidat élu perd le soutien de nombreux responsables socialistes au profit d'Emmanuel Macron et d'autres ne sortent que lentement de leur expectative. On sent que le PS est en train d'éclater entre sa gauche et sa droite, avec Hamon d'un côté, Valls de l'autre. A droite l'unité des Républicains n'est pas non plus garantie à terme. Il pourrait bien aussi y avoir des recompositions entre centristes d'un côté et droite affirmée de l'autre. C'est donc tout le système partisan français qui est en phase de rééquilibrage et de recomposition, il n'y aura probablement plus un quasi « bipartisme imparfait et fragile ».

- **Terminons sur les programmes.** Comportent-ils beaucoup de nouveautés ? à chacun de le dire. Ils sont complexes, avec de nombreuses mesures, dont il est souvent difficile de saisir la portée. Ils sont un élément du choix électoral plus important qu'avant. On votait classiquement en fonction de fidélités à un camp, selon des valeurs pérennes, plus qu'en fonction d'un programme regardé à la loupe. Aujourd'hui, beaucoup d'indécisions et d'hésitations, on est plus volatil et la conjoncture de division du PS et des Républicains augmente aussi les hésitations.

Les programmes est devenu très volumineux, avec de nombreuses mesures techniques. Ce qui traduit la sophistication plutôt croissante des électeurs. Le continuum gauche droite est toujours assez valide pour classer les candidats, tout en sachant que sur de nombreuses questions, on pourrait distinguer plusieurs gauches et plusieurs droites :

Gauche (Mélenchon et Hamon) :

Revenir sur la libéralisation du code du travail (El Khomry)

Réduire le temps de travail

Politiques sociales pour les bas salaires, les précaires et les sans travail.

Politique fiscale plus égalitaire (niveau et nombre de tranches, fusion CSG-IF)

Mesures en faveur des droits des étrangers.

Politique écologique.

Réformes institutionnelles : plus de démocratie participative

Continuer l'ouverture à la permissivité des mœurs : légaliser cannabis, étendre PMA, euthanasie.

Mélenchon et Hamon se distinguent surtout sur l'Europe et l'ampleur des réformes institutionnelles.

Droite : Fillon et Le Pen sont assez différents.

Fillon :

Politique libérale en économie.

Moins d'Etat (suppression de 500 000 postes de fonctionnaires).

Temps de travail à 39 h., retraite à 65 ans.

Baisse des charge et impôts sur les entreprises, + 2 % sur TVA, ce qui est très inégalitaire, suppression ISF.

Limiter les droits des étrangers.

Autorité et conservatisme (uniforme à l'école, adoption simple pour couples homo).

Le Pen :

Politique assez sociale pour les nationaux (retraite à 60 ans, minima vieillesse revalorisé, abroger la loi travail).

Priorité nationale constitutionnalisée, solde migratoire très réduit, plus de droit du sol, limitation de l'accès des étrangers à la SS.

Protectionnisme économique (3 % sur les importations, taxe sur l'embauche de salariés étrangers).

Défense des PME, artisans, commerçants : baisse de leurs charges.

Institutions : proportionnelle, nombre réduit de parlementaires, référendum plus fréquents.

Politique sécuritaire : perpétuité incompressible, retour à la simple union civile, PMA seulement pour couples stériles.

Macron :

le plus difficile à caractériser, puisqu'il prend un peu à droite, un peu à gauche, avec des mesures souvent en demi-teintes.

Cependant, politique libérale pour les entreprises :

Baisse charges patronales et suppression cotisations salariales, financées par l'impôt.

Augmentation CSG, ISF limité à l'immobilier.

La séquence électorale de 2017 peut encore réserver des surprises. Et notamment, après la présidentielle, quelle sera la tournure que prendront les élections législatives ? Les députés socialistes macronistes risquent de perdre leur investiture socialiste. En marche ! présentera-t-il face à eux un candidat, avec quelle crédibilité ? Quelle majorité parlementaire ? On ne peut appliquer sa politique qu'avec une majorité. Sinon on est en cohabitation ! On peut imaginer un Macron président et une majorité En marche + Maison des progressistes de Manuel Valls,

ou Macron, président et une majorité de droite Les Républicains+UDI. Bien sûr de nombreuses autres hypothèses de victoires électorales et de gouvernement sont possibles à trois semaines de l'élection. L'opinion va encore bouger, les citoyens réfléchir et décider, parfois jusque dans l'isolement !